

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Jacques-Sapir-Pierre-Laurent-la-Grece-et-les-mensonges>

Jacques Sapir : « Pierre Laurent, la Grèce et les mensonges »

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : dimanche 26 juillet 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, vient de donner le samedi 25 juillet une interview à Marianne [1]. Il justifie sa position au sujet de la Grèce et son soutien à la capitulation consentie par Alexis Tsipras. C'est son droit. Mais, pour se faire, il prend un certain nombre de libertés avec les faits. Et cela est beaucoup plus condamnable. Cette interview est une excellente illustration des illusions d'une partie de la « Gauche Radicale », illusions sur l'Euro et sur l'Europe, dont il semble désormais que le Parti de Gauche commence à se dégager [2].

Un petit florilège des citations de Pierre Laurent permet de voir qu'il entretient de sérieuses illusions, et même qu'il adopte un point de vue « *européiste* » qui n'est pas éloigné de celui du Parti dit « socialiste ». Mais, il faut aussi savoir que les prises de position de Pierre Laurent sont aujourd'hui fortement critiquées dans de larges fractions de la base comme de l'appareil du PCF. Ces prises de position reflètent bien plus les errances d'un homme et d'un groupe de direction du PCF qu'une position largement défendue au sein du Parti.

Une analyse tendancieuse du 13 juillet

Tout d'abord, quand il entend justifier la capitulation de Tsipras, Pierre Laurent dit au journaliste la chose suivante :

« Ils ont enfermé la Grèce et ses dirigeants dans une alternative qui était soit le Grexit à€” souhaité par les Allemands de manière ouverte, Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, a plaidé jusqu'au dernier moment auprès des Grecs pour une sortie ordonnée à€”, soit le plan d'austérité qui a finalement été imposé. Le choix qu'a fait Tsipras est un choix qui évite la banqueroute bancaire de son pays, une situation qui aurait été terrible pour les Grecs. Je crois qu'il n'avait pas d'autres alternatives » [3].

Si je suis d'accord qu'un effondrement des banques est une catastrophe, je signale à Pierre Laurent que ce que Tsipras a refusé c'est la proposition de Varoufakis de :

- 1. réquisitionner les banques et
- 2. de réquisitionner la Banque de Grèce.

Ce faisant, le gouvernement aurait eu accès aux réserves (sous contrôle de la BCE avant la réquisition) déposées à la Banque de Grèce mais aussi dans les banques commerciales. La réquisition est un mécanisme qui permet à tout gouvernement de la zone Euro de s'affranchir de la tutelle de la BCE. Dire, dans ces conditions, que le choix de Tsipras était entre la banqueroute et la capitulation est faux.

La décision de Tsipras a été politique, et non économique. C'était un choix entre s'engager sur une voie, celle que proposait son Ministre des finances Yanis Varoufakis, voie pouvant le conduire à sortir de l'Euro, ou bien d'accepter l'austérité. Présenter cela comme une décision économique est un mensonge éhonté [4]. Les choses sont désormais publiques, et il est triste de voir Pierre Laurent s'enfermer dans le mensonge.

Pierre Laurent révolutionne la science économique

Commentant un possible Grexit, Pierre Laurent ajoute alors :

« Et une sortie de la zone euro laisserait n'importe quel pays qui la pratiquerait devant la même pression des marchés financiers, voire une pression décuplée et une dévaluation nationale plus grave encore ».

Il semble ici que Pierre Laurent, qui a pourtant fait des études d'économie à Paris 1, ignore qu'il existe des moyens réglementaires permettant à un pays de faire fortement baisser la pression exercée par les marchés financiers. Cela

s'appelle le contrôle des capitaux. Non pas le « *contrôle des capitaux* » imposé par la BCE à la Grèce, et qui aboutit à empêcher les entreprises grecques de faire des opérations sur l'étranger via les comptes *Target2* (et qui s'apparente en réalité à un contrôle des changes), mais les contrôles sur les mouvements de capitaux à court terme non liés à des opérations matérielles. Ces mouvements représentent entre 90% et 95% des flux de capitaux, et sont essentiellement des mouvements spéculatifs. Bien entendu, pour les mettre en oeuvre, il faut recouvrer le contrôle sur la Banque Centrale. Ici, soit Pierre Laurent fait la preuve de sa méconnaissance des mécanismes économiques de base, soit il les connaît, et en ce cas il ment en toute connaissance de cause. Je laisse le lecteur libre de son choix.

Pierre Laurent est un grand logicien

Pierre Laurent assène alors un argument qui lui apparaît imparable pour écarter une sortie de l'Euro. Cet argument, le voici :

« Il y a d'ailleurs des pays aujourd'hui qui, en dehors de la zone euro, sont également frappés par des politiques d'austérité. Car la pression des marchés s'exerce partout et sur tous les pays ».

On reste sidéré par ce que ce paragraphe implique comme méconnaissance des liens logiques qui relient plusieurs éléments. Bien sûr, il existe des pays qui ont des politiques d'austérité sans appartenir à l'Euro. Nul ne l'a nié. Mais, connaît-on un pays de la zone Euro qui n'applique pas une politique d'austérité ? En fait, on peut montrer que la zone Euro induit un cadre dépressif pour les économies qui y participent [5]. Donc, cet argument ignore ce qu'en logique on appelle des conditions nécessaires et des conditions suffisantes. La sortie de l'Euro est une condition nécessaire à une rupture avec une politique d'austérité, mais ne constitue nullement une condition suffisante. Par contre, par sa méconnaissance de la logique la plus élémentaire, Pierre Laurent nous montre qu'il est suffisant mais pas nécessaire.

Pierre Laurent révolutionne la science économique (bis)

On revient à un argument en apparence plus économique avec la citation suivante, qui se révèle, à nouveau, tout à fait catastrophique :

« Oui, mais aujourd'hui, la différence est que tous les avoirs détenus par les Grecs sont en euros. Et le transfert de ces avoirs dans une monnaie nationale qui serait dévaluée par les marchés financiers conduirait, dans un premier temps, à un affaiblissement considérable du potentiel de ressources des Grecs. Alors que pour reconstruire leur pays, ils ont besoin d'un niveau d'investissement important ».

Notons tout d'abord que ce ne sont pas les « *marchés financiers* » qui transfèrent les avoirs qui sont détenus par les grecs. C'est en réalité le système bancaire, s'il s'agit d'avoirs détenus en Grèce. Pierre Laurent, à l'évidence soit ne connaît pas les règles de fonctionnement de l'économie, soit cherche à nous mener en bateau. Ces avoirs en Euros seront automatiquement re-dénomés en Drachmes. Mais cette redénomination touchera toutes les valeurs de l'économie grecque. Donc, le potentiel d'investissement sur la base de l'épargne (oui, cette chose que l'on apprend en fin de première année d'économie, l'égalité entre l'épargne et l'investissement) sera inchangé par rapport aux valeurs de l'économie grecque. Mais, une partie de ces avoirs ne sont pas détenus en Grèce. Donc, ils resteront en Euros (ou dans une autre monnaie, que ce soit le Dollar ou, peut être, le Mark allemand...). Si la Drachme est dévalué, disons de 25%, cela signifie que ces avoirs seront réévalués de 33%. Donc, le potentiel d'investissement, sur la base des avoirs grecs détenus à l'étranger, sera largement augmenté. Ce qui veut dire que les grecs ayant mis leurs avoirs à l'étranger pourraient les rapatrier avec un effet bien plus positif sur les investissements que si la Drachme n'avait pas été dévaluée. Notons encore que ceci s'applique aussi à l'ensemble des investisseurs étrangers. En fait, une sortie de l'Euro et une dévaluation de 25% de la Drachme constituent la condition pour qu'un flux d'investissement important en drachmes se reconstitue en Grèce.

Mais, il est peu probable que Pierre Laurent ignore à ce point les mécanismes de base de l'économie, ou alors il faut s'interroger sur les conséquences délétères sur le cerveau humain d'années de travail au journal l'Humanité. Il est bien plus probable que Pierre Laurent, ici encore, mente, et qu'il mente avec l'appond d'un arracheur de dents.

Quand Pierre Laurent joue au prestidigitateur

Reprenons le cours du raisonnement. Pierre Laurent nous offre une magnifique perle avec la citation suivante :

« Puisque les solutions apportées par Tsipras étaient totalement viables et elles restent praticables dans la zone euro. Ce n'est pas la zone euro qui les empêche mais la décision politique prise par les dirigeants allemands et un certain nombre d'autres dirigeants européens de rendre impossible l'expérience politique de Syriza ».

Ici, Pierre Laurent fait mine de croire que les dirigeants allemands et européens ont été conduits uniquement par leur haine politique de Syriza. Que ces dirigeants n'aient pas apprécié Syriza est certain. Mais, quand bien même l'auraient-ils apprécié, accepter les solutions proposées par Tsipras impliquait, à relativement court terme, faire basculer la zone Euro vers ce que l'on appelle une « *union de transfert* ». Or, les montants nécessaires pour faire fonctionner la zone Euro sans les politiques d'austérité ont été évalués, et on trouvera l'une de ces évaluations d'ailleurs dans ce carnet.

Pour faire court, il faudrait que l'Allemagne consacre entre 8% et 10% de son PIB tous les ans pendant environ dix ans à ces transferts. Il est clair que cela n'est pas possible, sauf à vouloir détruire l'économie allemande. La véritable cause du rejet des options de Syriza se trouve là. Affirmer que « *les solutions apportées par Tsipras étaient totalement viables et elles restent praticables dans la zone euro* » est un nouveau mensonge. Les solutions proposées par Tsipras impliquaient une refonte totale de la zone Euro, et cette refonte aboutissait à faire peser un poids excessif sur l'Allemagne. Telle est la vérité. Mais, cette vérité gêne Pierre Laurent, qui préfère la faire passer sous le tapis pour sauver l'illusion de la possibilité d'une zone Euro qui ne soit pas austéritaire. Pierre Laurent doit donc mentir quant aux conditions de viabilité de la zone Euro, mais, nous l'avons vu, il n'est pas à un mensonge près.

Le dernier mensonge

Il ne reste donc à Pierre Laurent qu'un argument : le point [Godwin](#) ou la réduction du dilemme grec à un affrontement avec le Front National. Il suffit de regarder le paragraphe suivant pour s'en convaincre :

« Il y a aujourd'hui trois options en débat. L'option d'une Europe de l'ordre libérale, celle qui existe aujourd'hui. Il y a l'option d'une destruction de l'Europe et d'un retour à la compétition, voire au choc des nations dans la crise que traverse l'Europe, c'est l'option du Front national et des forces qui l'appuient. Et il y a l'option qui est la nôtre, celle de Tsipras, la mienne, celle que nous défendons, qui est l'option de la reconstruction d'une Europe de coopération, de solidarité, d'une Europe de souveraineté qui doit laisser plus de place aux pouvoirs de chaque nation de négocier démocratiquement son insertion dans cette Europe de solidarité. Nous parlons d'une Europe à géométrie choisie... ».

Passons sur le fait que proclamer que l'on vivrait mieux dans le monde des bisounours, la troisième option, na jamais fait avancer le débat. Mais, une sortie de la Grèce de l'Euro, et à terme, une dissolution de l'Euro, entraineraient-ils ce cataclysme que prévoit Pierre Laurent ? En fait, de nombreux économistes soutiennent aujourd'hui qu'une sortie de l'Euro était préférable, certains conservateurs comme Henkel [\[6\]](#), d'autres progressistes comme Kevin O'Rourke [\[7\]](#) ou Stefano Fassina [\[8\]](#), ancien ministre du PD en Italie, et parmi eux des assistants de Varoufakis [\[9\]](#). C'est donc un nouveau mensonge de Pierre Laurent que de prétendre que l'option d'une sortie de l'Euro serait le fait du seul Front National. Un mensonge de plus dira-t-on. Espérons, en tous les cas, qu'il soit le dernier.

Jacques Sapir pour [RussEurope](#)

[RussEurope](#). Paris, le 25 juillet 2015

* **Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] Pierre Laurent : « [Une sortie de la zone euro n'empêche pas la pression des marchés](#) », entretien avec Bruno Rieth, Marianne, 25 juillet 2015,

[2] Voir le [blog de Guillaume Etievant](#), responsable économique du PG, le 24 juillet 2015

[3] Pierre Laurent : « Une sortie de la zone euro n'empêche pas la pression des marchés », op.cit..

[4] Je renvoie à l'article de Jamie Galbraith, qui a travaillé avec Varoufakis publié dans [Harper's](#) ainsi qu'aux explications données par Yannis Varoufakis lui-même [sur son blog](#)

[5] Voir Bibow, J., et A. Terzi (eds.), Euroland and the World Economy – Global Player or Global Drag ? Londres, Palgrave, 2007.

[6] [Greece must leave the Eurozone, for the good of us all](#)

[7] [Moving On From The Euro](#)

[8] [Germania realista : « Grexit assistita » unica soluzione](#)

[9] Munevar D., « [Why I've Changed My Mind About Grexit](#) », in SocialEurope, 23 juillet 2015,